



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
37 Boulevard Henri Dunant  
CS 80140  
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 03/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PURFER (Ex GDE)**

ZI des Bruyères  
71000 Mâcon

Références : AC/NM/2025/M\_138  
Code AIOT : 0024700069

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2025 dans l'établissement PURFER (Ex GDE) implanté ZI des Bruyères 13 avenue Ampère 71000 Mâcon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection porte sur la prévention du risque incendie.

Cette visite d'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PURFER (Ex GDE)
- ZI des Bruyères 13 avenue Ampère 71000 Mâcon
- Code AIOT : 0024700069

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement exploite des installations de :

- tri, transit, regroupement de déchets dangereux et non dangereux,
- traitement de déchets non dangereux (cisailage de déchets de métaux),
- stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage.

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantité de déchets dangereux	AP Complémentaire du 06/06/2017, article 2	Sans objet
2	Traçabilité des déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet
3	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet
4	Maitrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
5	Bassin de confinement	AP Complémentaire du 06/06/2017, article 10	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les stocks de déchets dangereux sont suivis rigoureusement.

Les mesures de prévention du risque incendie sont bien suivies.

Les non conformités relevées au cours de l'inspection ont reçu des réponses satisfaisantes dans un délai court.

Il ne reste aucune non-conformité sur les constats établis.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Quantité de déchets dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/06/2017, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déchets – Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  volume autorisé au titre de la rubrique n°2718-1 - A : 46,8 tonnes
<b>Constats :</b>  Les déchets dangereux entreposés par PURFER à des fins de regroupement et de transit au titre de la rubrique 2718 sont des batteries usagées. L'exploitant indique faire une mise à jour de son état des stocks de batteries usagées en temps réel. Il est réalisé d'après les saisies faites au niveau

du poste « bascule » dans un logiciel de suivi interne. Cette saisie est réalisée pour l'ensemble des types de déchets entreposés sur site. L'exploitant présente une extraction du logiciel de suivi interne qui indique un stock de 29,058t de déchets dangereux. L'exploitant indique que le service logistique du groupe « Derichebourg », qui détient PURFER, effectue une veille sur la quantité totale de déchets dangereux entreposée sur chaque site pour prévenir tout dépassement des quantités autorisées.

Une vérification in situ du stock de batterie a été réalisée. Il est constaté la présence de caisses d'environ 0.5m<sup>3</sup> étanche contenant des batteries, à différent niveaux de remplissage. L'exploitant estime la masse d'une caisse remplie à environ 1 tonne. Il est relevé la présence d'environ 30 caisses. Les éléments constatés sont cohérents avec les éléments déclarés. Aucune non conformité n'est relevée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Traçabilité des déchets dangereux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Prescription contrôlée :**

Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes.

En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

**Constats :**

Comme indiqué dans le précédent point de contrôle, la comptabilité des stocks est établie en temps réel en fonction des entrées et sorties répertoriées au poste « bascule ».

L'état des stock est conservé sur un serveur du groupe « Derichebourg » et est accessible à n'importe quel ordinateur du groupe, notamment depuis un autre site.

Le bilan annuel est établi par demande au contrôle de gestion du groupe. Il n'est pas disponible au moment de l'inspection.

L'exploitant a transmis un bilan annuel simplifié par mail du 14 mars 2025. Aucune non conformité n'est relevée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Plan de défense contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté en séance un plan de défense incendie dans sa V1 du 15 janvier 2025. Cette version contient l'ensemble des parties prévues dans la prescription.

L'exploitant indique que le PDI est à disposition du personnel, mais n'est pas encore disponible à l'entrée du site.

Il n'est pas en mesure de justifier, lors de l'inspection, de la transmission du PDI au SDIS.

Les éléments justifiant de la mise à disposition du PDI en entrée de sa transmission au SDIS ont été adressé par mail du 14 mars 2025. Aucune non conformité n'est constatée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 4 : Maîtrise des sinistres**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

**Constats :**

L'exploitant indique que, en cas de sinistre, l'alerte est donnée aux SDIS par téléphone par le responsable d'exploitation, le chef de chantier ou l'assistante administrative. Le PDI contient l'ensemble des fiches réflexes nécessaires. L'exploitant indique que les fiches réflexes sont reprises sur l'intranet et à disposition de l'ensemble des acteurs de la chaîne d'alerte.

L'exploitant indique que, en cas d'évènement, l'alerte est partagée au sein du groupe via une « application maison PowerApp », permettant un signalement rapide. Cette application est présentée en séance.

Le dernier exercice incendie a été réalisé le 13 décembre 2021 selon le compte rendu présenté. A la date de l'inspection, il n'y a eu aucun autre exercice incendie depuis la parution de l'arrêté ministériel de prescription générale.

L'exploitant a adressé un compte rendu d'exercice du 12 mars 2025 par mail du 14 mars 2025. Aucune non conformité n'est constatée.

Certains des exercices annuels sont remplacés par des formations l'utilisation des moyens d'intervention. Les formations sont renouvelées tous les 3 ans. L'exploitant a présenté une attestation de formation du 14 septembre 2022 établie par l'entreprise Aguenot. L'exploitant s'engage à renouveler la formation au cours de l'année 2025.

Un plan de prévention est prévu pour l'ensemble des intervenants extérieurs. Un émargement justifiant de sa prise en compte est réalisé à chaque intervention, même pour un prestataire récurrent. Il a été effectué une vérification par sondage, avec une vérification de l'émargement de l'intervenant de la société BTM Démolition du 22 janvier 2024. Aucune non conformité n'est relevée sur ce point.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Bassin de confinement**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/06/2017, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des eaux polluées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie [...] sont raccordées à un bassin de confinement étanche aux produits collectés.</p> <p>La parcelle 153 est reliée à un bassin de confinement d'une capacité minimale de 350m<sup>3</sup> et à un séparateur à hydrocarbures d'un débit minimum de 55l/s.</p> <p>Il est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. L'organe de commande nécessaire à sa mise en service doit pouvoir être actionné en toute circonstances. Une vanne est implantée en aval du bassin avec un panneau visible en permanence où figure « vanne d'isolement, en cas d'incendie cette vanne doit être fermée - rétention des eaux d'extinction ». Ce bassin est équipé d'un séparateur d'hydrocarbures.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un plan des réseaux, comportant un bassin de confinement et des vannes de confinement chargées de fermer le bassin à son aval, qui se trouve en amont du séparateur.</p> <p>Le plan des réseaux a été comparé au plan cadastral, confirmant que la parcelle 153 est bien relié au bassin, situé sur la même parcelle.</p> <p>L'état du bassin a été contrôlé, ainsi que le fonctionnement de la vanne d'isolement. Aucune non conformité n'est relevé sur ce point.</p> <p>L'exploitant a présenté la fiche technique du séparateur établi par « Saint-Dizier Environnement - ISD » réf. BDT3015352, confirmant un débit de 100l/s.</p> <p>L'exploitant présente un relevé topographiques de récolement du bassin, daté du 20 novembre 2020. Le schéma présenté indique un volume de 365m<sup>3</sup>, conforme aux 350m<sup>3</sup> attendus.</p> <p>La vanne de fermeture, en aval du bassin, est en position ouverte par défaut, pour éviter un remplissage du bassin par les eaux de pluie.</p> <p>Il a été constaté la présence du panneau attendu, et le fonctionnement de la vanne a été vérifié. Le volume du bassin semble suffisant malgré la présence d'eau de pluie au fond. Aucune non conformité n'est constatée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite